



Comité pour la diversité sexuelle

Vue d'ensemble des droits LGBTTI dans le monde

Les questions suivantes seront traitées dans ce document :

- Reconnaissance du mariage pour les couples de même sexe ;
- Loi sur les partenariats enregistrés offrant aux partenaires de même sexe la plupart des (ou tous les) droits du mariage ;
- Loi sur les partenariats enregistrés offrant aux partenaires de même sexe quelques droits du mariage ;
- Adoption conjointe pour les couples de même sexe ;
- Loi spécifique sur la reconnaissance de genre après un traitement de réassignation de genre ;
- Interdiction de l'incitation à la haine basée sur l'orientation sexuelle ;
- Actes homosexuels légaux ;
- Statut légal ambigu des actes homosexuels ;
- Actes homosexuels illégaux ;
- Actes homosexuels passibles de la peine de mort.

Important Les renseignements contenus dans ce document proviennent de la recherche suivante : OTTOSON, Daniel (2010). *Homophobie d'État, Une enquête mondiale sur les lois qui interdisent la sexualité entre adultes consentants de même sexe*, (mai), Rapport de l'Association Internationale des lesbiennes, des Gays, des personnes Bisexuelles, Trans et Intersexuelles (ILGA), www.ilga.org.

Ce document a été mis à jour en mai 2011

En 2010, où en sommes-nous par rapport aux droits des personnes lesbiennes¹, gaies², bisexuelles³, transgenres⁴, transsexuelles⁵ et intersexuelles⁶ (LGBTTI) dans le monde ?

Dans la plupart des pays d'Europe et d'Amérique, l'homosexualité est relativement bien acceptée. Jusqu'en 1990, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) considérait l'homosexualité comme une maladie.

En 2008, l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté une déclaration affirmant les droits de toutes et de tous. Soixante-six pays ont condamné les violations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre.

Depuis la décision essentielle du Comité des Droits de l'Homme de 1994, les experts des Nations Unies ont toujours agi contre les abus qui visaient les personnes LGBT, notamment les exécutions, les tortures, les viols, les violences, les disparitions et des discriminations dans plusieurs domaines de la vie. Les traités fondamentaux des Nations Unies appellent les pays à cesser les discriminations légales.

L'Assemblée générale de l'ONU, tenue le 18 décembre 2008, adoptait une déclaration condamnant les violations des droits des personnes lesbiennes, gaies, bisexuelles et transgenres. Cette déclaration a reçu un soutien sans précédent de 66 pays venus des cinq continents et, notamment, de six pays africains. Les 66 pays ont réaffirmé : « *le principe de non-discrimination implique que les normes en matière de droits de l'homme valent pour chaque être humain indépendamment de son orientation sexuelle ou de son identité de genre* ». Ils déclarent être « *profondément préoccupés par les violations des droits de l'homme et des libertés fondamentales fondés sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre* » et soutiennent que « *La déclaration condamne les exécutions, les arrestations arbitraires et la privation des droits économiques, sociaux et culturels, notamment le droit à la santé* ». Les pays signataires incitent tous les pays à « *promouvoir et à protéger les droits de l'homme, indépendamment de l'orientation sexuelle ou de l'identité de genre* » et demandent la fin de toutes les formes de

¹ Lesbienne : désigne une femme qui éprouve de l'affection et de l'attrance, tant émotionnelle que physique, pour les femmes. Santé Canada (1998). *À la recherche de son identité sexuelle : faire les premiers pas*, gouvernement du Canada, (mai).

² Gaie : désigne un homme qui éprouve de l'affection et de l'attrance, tant émotionnelle que physique, pour les hommes. Santé Canada, 1998.

³ Bisexuelle : désigne une personne qui éprouve de l'affection et de l'attrance, tant émotionnelle que physique, pour les personnes des deux sexes. Santé Canada, 1998.

⁴ Transgenre : personne qui a le sentiment profond d'appartenir au sexe opposé, mais qui ne procède pas à un changement de sexe par intervention chirurgicale. Santé Canada, 1998.

⁵ Transsexuelle : personne qui a le sentiment profond d'appartenir au sexe opposé et qui a procédé à un changement de sexe par intervention chirurgicale. Santé Canada, 1998.

⁶ Intersexuelle : personne qui a la présence d'attributs appartenant au sexe opposé. Santé Canada, 1998.

pénalisation contre les personnes du fait de leur orientation sexuelle ou de leur identité de genre.

D'après des études de l'ILGA (the International Lesbian, Gay, Bisexual, Trans and Intersex Association), plus de 60 pays ont encore des lois contre les relations sexuelles entre adultes consentants et de même sexe.

Les signataires ont surmonté l'opposition intense d'un groupe de gouvernements qui essaye régulièrement d'empêcher l'ONU de travailler sur les violations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Seulement 60 pays ont signé un autre texte présenté par l'Organisation de la Conférence Islamique. Bien qu'affirmant les «*principes de non-discrimination et d'égalité*», ils soutiennent que les droits humains universels n'incluent pas «*l'intention de s'intéresser aux droits de personnes spécifiques*». Dans un premier temps, le Vatican a manifesté une forte opposition à la déclaration de l'Assemblée générale. Son opposition a suscité d'importantes critiques des défenseurs des droits humains partout dans le monde. Cependant, dans un geste significatif, le Saint-Siège a indiqué à l'Assemblée générale qu'il demandait la fin de toutes les peines criminelles pour les pratiques homosexuelles.

L'Assemblée générale a également approuvé une résolution condamnant les exécutions extrajudiciaires et l'interdiction des assassinats liés à l'orientation sexuelle. L'Ouganda a essayé de faire disparaître cette mention, mais l'Assemblée générale a rejeté sa proposition par 78 voix contre et 60 pour⁷.

Une décision de l'ONU provoque un tollé chez les LGBT⁸

Le 12 novembre 2010, la Troisième commission de l'ONU a décidé d'éliminer la phrase permettant d'enquêter sur les affaires liées à «*la discrimination, notamment fondée sur les préférences sexuelles*». Ce passage est désormais remplacé par «*la discrimination, quel qu'en soit le fondement*».

Pourquoi un tel revirement de situation ? À première vue, pour faire plaisir à des États réactionnaires et homophobes. La commission a en effet voté pour un amendement demandant cette modification lexicale. Un amendement présenté par le Mali et le Maroc, pays connus pour leur intolérance vis-à-vis des LGBT. Au final, il a été adopté par 79 voix contre 70. La majorité des pays africains et arabes ont voté pour. Ce texte a

⁷ Tiré de HES (2008). *Assemblée générale de l'ONU : une déclaration affirme les droits de toutes et de tous. 66 pays condamnent les violations fondées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre*, (19 décembre), www.hes-france.org/actions/communiqués/assemblee-generale-de-l-onu-une, (Consulté le 3 mai 2011).

⁸ Tiré de : (2010). « Une décision de l'ONU provoque un tollé chez les LGBT », *Magazine être*, vol. 15, n° 08, www.guidelaidequebec.com/magazine/Magazine_ETRE/2010/vol_15_no_8.pdf, (Consulté le 3 mai 2011).

ensuite été approuvé par l'Assemblée générale de l'ONU par 165 voix (10 pays se sont abstenus).

Encore, en 2011, 76 pays à travers le monde considèrent que l'homosexualité ou les relations entre personnes de même sexe sont illégales. Dans 30 pays, les personnes homosexuelles risquent des peines de prison supérieures à 10 ans. Dans une cinquantaine d'autres pays, elles encourent des peines de prison ou des châtiments corporels comme la flagellation, sans parler des discriminations de toutes sortes. L'homosexualité est même passible de peine de mort dans 5 pays.

Aujourd'hui, à l'échelle de la planète, la liberté de choix sexuel reste un combat légitime et nécessaire, mais on peut constater que dans certains pays, ce combat est difficile et même impossible.

Reconnaissance du mariage pour les couples de même sexe⁹ (10 pays)

En Afrique	<ul style="list-style-type: none">• Afrique du Sud (2006)
En Amérique du Nord	<ul style="list-style-type: none">• Canada (2005)• États-Unis, seulement certains états :<ul style="list-style-type: none">– Massachusetts (2004)– Connecticut (2008)– Iowa (27 avril 2009)– Maine (1^{er} septembre 2009)– Vermont (2009)
En Amérique latine et dans les Caraïbes	<ul style="list-style-type: none">• Argentine (2010)• Mexique, District fédéral (2010)
En Asie	<ul style="list-style-type: none">• Aucun
En Europe	<ul style="list-style-type: none">• Belgique (2003)• Espagne (2005)• Islande (11 juin 2010)• Norvège (2009)• Portugal (2010)• Pays-Bas (2001)• Suède (2009)
En Océanie	<ul style="list-style-type: none">• Aucun

Loi sur les partenariats enregistrés offrant aux partenaires de même sexe la plupart des (ou tous les) droits du mariage¹⁰ (10 pays)

En Afrique	<ul style="list-style-type: none">• Aucun
En Amérique du Nord	<ul style="list-style-type: none">• États-Unis, dans quelques états
En Amérique latine et dans les Caraïbes	<ul style="list-style-type: none">• Uruguay (10 janvier 2008)• Brésil, État du Rio Grande do Sul (2004)
En Asie	<ul style="list-style-type: none">• Israël (1994)

⁹ OTTOSON, Daniel (2010). *Homophobie d'État, Une enquête mondiale sur les lois qui interdisent la sexualité entre adultes consentants de même sexe*, (mai), Rapport de l'Association Internationale des lesbiennes, des Gays, des personnes Bisexuelles, Trans et Intersexuelles (ILGA), p. 54.

¹⁰ Ottoson, 2010, p. 55.

En Europe	<ul style="list-style-type: none"> • Allemagne (2001) • Autriche (2010) • Danemark (1989) • Finlande (2002) • Hongrie (2009) • Royaume-Uni (2005) • Suisse (2007)
En Océanie	<ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle-Zélande, • Australie, quelques parties

Loi sur les partenariats enregistrés offrant aux partenaires de même sexe quelques droits du mariage¹¹ (11 pays)

En Afrique	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun
En Amérique du Nord	<ul style="list-style-type: none"> • États-Unis, certaines grandes et petites villes
En Amérique latine et les Caraïbes	<ul style="list-style-type: none"> • Équateur (2009) • Uruguay (2008) • Argentine, Buenos Aires (2003), Rio Negro (2003) et Villa Carlos Paz (2007) • Mexique, État de Coahuila (2007) • Brésil, Rio Grande do Sul (2004)
En Asie	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun
En Europe	<ul style="list-style-type: none"> • Andorre (2005) • Croatie (2003) • Danemark (1^{er} juillet 2010) • France (1999) • Luxembourg (2004) • Portugal (2001) • République tchèque (2006) • Slovénie (2006)
En Océanie	<ul style="list-style-type: none"> • Australie (2008-2009)

De plus, l'adoption par le deuxième parent dans un couple homosexuel est également légale en Allemagne (2005), en Tasmanie (2004) en Australie et en Alberta au Canada.

Adoption conjointe pour les couples de même sexe¹² (13 pays)

En Afrique	<ul style="list-style-type: none"> • Afrique du Sud (2002)
En Amérique du Nord	<ul style="list-style-type: none"> • Canada, dans la plupart des provinces (Québec en 2002) • États-Unis, quelques états
En Amérique latine et dans les Caraïbes	<ul style="list-style-type: none"> • Argentine • Uruguay (2010) • Mexique, District fédéral (2010) • Brésil, certains endroits
En Asie	<ul style="list-style-type: none"> • Israël (2008)
En Europe	<ul style="list-style-type: none"> • Andorre (2005) • Belgique (2006) • Danemark (1^{er} juillet 2010) • Espagne (2005)

¹¹ Ottoson, 2010, p. 55.

¹² Ottoson, 2010, p. 55.

	<ul style="list-style-type: none"> • Islande (2006) • Pays-Bas (2001) • Norvège (2009) • Royaume-Uni (2005) • Suède (2003)
En Océanie	<ul style="list-style-type: none"> • Australie, territoire de la capitale (2004) et Australie occidentale (2002)

En outre, l'adoption par le second parent, qui n'est pas une adoption plénière, est également ouverte aux couples homosexuels en Finlande (2009), en Allemagne (2005), en Tasmanie (2004), en Australie et en Alberta au Canada.

Loi spécifique sur la reconnaissance de genre après un traitement de réassignation de genre¹³ (16 pays)

En Afrique	<ul style="list-style-type: none"> • Afrique du Sud (2004)
En Amérique du Nord	<ul style="list-style-type: none"> • Canada, en grande partie • États-Unis, en grande partie
En Amérique latine et dans les Caraïbes	<ul style="list-style-type: none"> • Panama (1975) • Uruguay (2009)
En Asie	<ul style="list-style-type: none"> • Japon (2004) • Turquie (1988)
En Europe	<ul style="list-style-type: none"> • Allemagne (1981) • Belgique (2007) • Espagne (2007) • Finlande (2003) • Italie (1982) • Pays-Bas (1985) • Roumanie (1996) • Royaume-Uni (2005) • Suède (1972)
En Océanie	<ul style="list-style-type: none"> • Australie • Nouvelle-Zélande (1995)

De plus, un certain nombre de pays reconnaissent le nouveau genre ainsi que le droit au mariage après le traitement de réassignation de genre dans des lois générales et la jurisprudence.

Interdiction de l'incitation à la haine basée sur l'orientation sexuelle¹⁴ (20 pays)

En Afrique	<ul style="list-style-type: none"> • Afrique du Sud (2000)
En Amérique du Nord	<ul style="list-style-type: none"> • Canada (2004)
En Amérique latine et dans les Caraïbes	<ul style="list-style-type: none"> • Uruguay (2003)
En Asie	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun
En Europe	<ul style="list-style-type: none"> • Belgique (2003) • Croatie (2003) • Danemark (1987)

¹³ Ottoson, 2010, p. 56.

¹⁴ Ottoson, 2010, p. 54.

	<ul style="list-style-type: none"> • Espagne (1996) • Estonie (2006) • France (2005) • Irlande (1989) • Islande (1996) • Lituanie (2003) • Luxembourg (1997) • Norvège (1981) • Pays-Bas (1992) • Portugal (2007) • Roumanie (2000) • Serbie (2009) • Suède(2003) • Royaume-Uni (2004)
En Océanie	<ul style="list-style-type: none"> • Australie, certains États

Actes homosexuels légaux¹⁵ (115 pays)

En Afrique	<ul style="list-style-type: none"> • Afrique du Sud (1998) • Bénin • Burkina Faso • Côte d'Ivoire • Cap-Vert (2004) • Gabon • Guinée-Bissau (1993) • Guinée équatoriale (1931) • Madagascar • Mali • Niger • République centrafricaine • Congo • République démocratique du Congo • Rwanda • Tchad
En Amérique du Nord	<ul style="list-style-type: none"> • Canada (1969) • États-Unis (2003), différents selon les états
En Amérique latine et dans les Caraïbes	<ul style="list-style-type: none"> • Argentine (1887) • Bahamas (1991) • Bolivie • Brésil (1831) • Costa Rica (1971) • Cuba (1979) • Chili (1999) • Colombie (1981) • Équateur (1997) • Guatemala • Haïti • Honduras (1899) • Mexique (1872) • Nicaragua (2008) • Panama (2008) • Salvador

¹⁵ Ottoson, 2010, p. 49 à 50.

	<ul style="list-style-type: none"> • République dominicaine • Aruba, associé aux Pays-Bas • Antilles néerlandaises • Paraguay (1880) • Pérou (1836-1837) • Suriname (1869) • Uruguay (1934) • Venezuela
<p>En Asie</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Cambodge • Chine (1997) • Corée du Nord • Corée du Sud • Inde (2009) • Indonésie • Israël (1988) • Japon (1882) • Jordanie (1951) • Kazakhstan (1998) • Kirghizistan (1998) • Laos • Mongolie (1987) • Népal (2007) • Philippines • Taiwan (1896) • Tadjikistan (1998) • Thaïlande (1957) • Timor oriental (1975) • Turquie (1858) • Vietnam • Cisjordanie, au sein de l'autorité palestinienne (1951)
<p>En Europe</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Albanie (1995) • Allemagne (1968-1969) • Andorre • Arménie (2003) • Autriche (1997) • Azerbaïdjan (2000) • Belgique (1995) • Bosnie-Herzégovine (1998) • Bulgarie (1968) • Croatie (1977) • Chypre (1998) • Danemark (1933) • Espagne (1979) • Estonie (1992) • Finlande (1971) • France (1991) • Géorgie (2000) • Grèce (1951) • Hongrie (1962) • Irlande (1993) • Islande (1940) • Italie (1890) • Kosovo (1994) • Lettonie (1992)

	<ul style="list-style-type: none"> • Liechtenstein (1989) • Lituanie (1993) • Luxembourg (1995) • Macédoine (1996) • Malte (1973) • Moldavie (1995) • Monaco (1993) • Monténégro (1977) • Pays-Bas (1811) • Norvège (1972) • Pologne (1932) • Portugal (1983) • République tchèque (1962) • Roumanie (1996) • Royaume-Uni et associés (Angleterre et Pays de Galles (1967), Irlande du Nord (1982), Écosse (1981), Akrotiri et Dhekella (2000), Anguilla (2001), Guernesey (1983), Bermudes (1994), Îles Vierges britanniques (2001), Îles Caïman (2001), Falkland (1989), Gibraltar (1993), Île de Man (1992), Jersey (1990), Montserrat (2001), Pitcaim, Georgie du Sud, Sainte-Hélène, Îles Turques et Caïques (2001) et tous les autres territoires) • Russie (1993) • Saint-Marin (1865) • Serbie (1994) • Slovaquie (1977) • Suède (1944) • Suisse (1942) • Ukraine (1991) • Cité du Vatican
En Océanie	<ul style="list-style-type: none"> • Australie • Fidji (2010) • Iles Marshall (2005) • Micronésie, • Nouvelle-Zélande (1986) • Vanuatu et les pays associés à la Nouvelle-Zélande • Niue (2007) et Tokelau (2007)

Statut légal ambigu des actes homosexuels¹⁶ (3 pays)

En Afrique	<ul style="list-style-type: none"> • Djibouti
En Amérique du Nord	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun
En Amérique latine et dans les Caraïbes	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun
En Asie	<ul style="list-style-type: none"> • Bahrein • Irak
En Europe	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun
En Océanie	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun

¹⁶ Ottoson, 2010, p. 50.

Actes homosexuels illégaux¹⁷ (76 pays)

En Afrique	<ul style="list-style-type: none"> • Algérie • Angola • Botswana • Burundi • Cameroun • Comores • Égypte • Érythrée • Éthiopie • Gambie • Ghana • Guinée • Kenya • Lesotho • Libéria • Malawi • Mauritanie (peine de mort) • Maurice • Maroc • Mozambique • Namibie • Nigéria (peine de mort dans certains États) • Ouganda • Sao Tomé-et-Principe • Sénégal, • Seychelles • Sierra Leone • Somalie • Soudan (peine de mort) • Swaziland • Tanzanie • Togo • Tunisie • Zambie • Zimbabwe
En Amérique du Nord	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun
En Amérique latine et dans les Caraïbes	<ul style="list-style-type: none"> • Antigua-et-Barbuda • Barbade • Belize • Dominique • Grenade • Jamaïque • Saint-Christophe-et-Niévès • Sainte-Lucie • Saint-Vincent et les Grenadines • Trinité-et-Tobago • Guyane
En Asie	<ul style="list-style-type: none"> • Afghanistan • Arabie saoudite (peine de mort) • Bangladesh

¹⁷ Ottoson, 2010, p. 50.

	<ul style="list-style-type: none"> • Bhoutan • Brunei • Émirats arabes unis • Iran (peine de mort) • Koweït • Liban • Malaisie • Maldives • Myanmar (Birmanie) • Oman • Ouzbékistan • Pakistan • Qatar • Singapour • Sri Lanka • Syrie • Turkménistan • Yémen (peine de mort) • Bande de Gaza au sein de l'Autorité palestinienne
En Europe	<ul style="list-style-type: none"> • République turque de Chypre du Nord (non reconnue internationalement)
En Océanie	<ul style="list-style-type: none"> • Kiribati • Nauru • Palau • Papouasie–Nouvelle-Guinée • Samoa • Salomon • Tonga • Tuvalu • Îles Cook, associées à la Nouvelle-Zélande

Crimes de haine commis en raison de l'orientation sexuelle considérés comme une circonstance aggravante¹⁸ (17 pays)

En Afrique	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun
En Amérique du Nord	<ul style="list-style-type: none"> • Canada (1996) • États-Unis (2009), également sur le territoire des états suivants : Arizona (1995), Californie (1988), Colorado (2005), Connecticut (1990), Delaware (1997), Floride (1991), Hawaii (2001), Illinois (1991), Iowa (1990), Kansas (2002), Kentucky (1998), Louisiane (1997), Maine (1995), Maryland (2005), Massachusetts (1996), Minnesota (1989), Missouri (1999), Nebraska (1997), Nevada (1989), New Hampshire (1991), New Jersey (1990), Nouveau Mexique (2003), New York (2000), Oregon (1990), Rhode Island (1998), Tennessee (2000), Texas (2001), Vermont (1990), Washington (1993), Wisconsin (1988) le District de Columbia (1990) et aussi Porto Rico (2005)
En Amérique latine et dans les Caraïbes	<ul style="list-style-type: none"> • Colombie (2001) • Nicaragua (2008) • Uruguay (2003)
En Asie	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun
En Europe	<ul style="list-style-type: none"> • Andorre (2005)

¹⁸ Ottoson, 2010, p. 53 à 54.

	<ul style="list-style-type: none"> • Belgique (2003) • Croatie (2006) • Danemark (2004) • Espagne (1996) • France (2003), la loi concerne les départements et les territoires d'outremer suivants : Guyane française, Martinique, Guadeloupe, Réunion, Saint-Martin, Saint-Barthélemy, Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française et Wallis-et-Futuna en 1984 • Pays-Bas (1992) • Portugal (2007) • Roumanie (2006) • Royaume-Uni (2004), la loi n'est applicable qu'en Angleterre, en Écosse (2005) et en Irlande du Nord (2004) • Suède (2003)
En Océanie	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun

Actes homosexuels passibles de la peine de mort¹⁹ (5 pays et des parties du Nigéria et de la Somalie)

En Afrique	<ul style="list-style-type: none"> • Mauritanie • Soudan • Nigeria, dans 12 États • Somalie, dans les parties méridionales du pays
En Amérique du Nord	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun
En Amérique latine et dans les Caraïbes	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun
En Asie	<ul style="list-style-type: none"> • Arabie saoudite • Iran • Yémen
En Europe	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun
En Océanie	<ul style="list-style-type: none"> • Aucun

¹⁹ Ottoson, 2010, p. 51.